



« Le pacte de confiance », c'est 30 Milliards de cadeaux aux patrons et la liquidation de la Sécu !

Le patronat n'a pas caché sa satisfaction, François Hollande lui a fait un gigantesque cadeau !

D'ici 2017, 30 milliards d'€ de cotisations sociales versées chaque année par les employeurs des entreprises privées seront supprimées.

Ces 30 milliards destinés aux allocations familiales passeront de la poche des salariés à celle des patrons. Seuls les établissements publics devront continuer à payer ces cotisations familiales (5 milliards d'€). Ainsi, l'hôpital public étranglé financièrement devra payer et les cliniques privées qui réalisent des profits seront exonérées !

La suppression des cotisations familiales remplacera progressivement le Crédit Impôt Compétitivité Emploi (CICE), 20 Milliards d'€ par an offert aux patrons par le « pacte de compétitivité » de 2013. C'est donc un bonus supplémentaire de 10 milliards par an pour les employeurs.

D'ores et déjà, Gattaz le président du MEDEF réclame le beurre et l'argent du beurre : le CICE et la suppression des cotisations familiales. Et nul doute, que le patronat qui depuis sa création en 1945 combat la sécurité sociale exigera encore plus. Après les allocations familiales, ce sera l'assurance maladie, et après-demain les retraites.

« Le pacte de confiance » prépare la casse de la Sécu financée par les employeurs et le retour à une assistance minimum, payée par les impôts essentiellement des salariés, et complétée, pour ceux qui le peuvent, par des assurances.

En compensation, un plan d'austérité draconien

Ces 30 milliards de cadeaux aux patrons seront compensées par un plan sans précédent, d'économies sur les dépenses publiques : « En 2014, nous allons réaliser 15 milliards d'euros d'économies. Entre 2015 et 2017, nous devons dégager au moins 50 milliards de plus » a déclaré Hollande.

Pour donner une idée de l'ampleur de l'attaque, ces 65 milliards d'économies sur 4 ans, représentent plus que le budget annuel de l'éducation nationale (63,3 milliards)

Et ce sont là encore les classes populaires qui paieront la note, avec une destruction sans précédent des services publics, nationaux ou territoriaux et une baisse massive des prestations sociales. L'hôpital public et son personnel seront particulièrement touchés, le 1er ministre, J.M. Ayrault, a expliqué que « l'on pouvait y faire beaucoup d'économies » !

Le « pacte de confiance » n'est ni amendable, ni négociable, il faut son retrait !

La cotisation, c'est une part socialisée de notre salaire, or la baisse des salaires ne se négocie pas et il ne peut pas y avoir de « contreparties » à la liquidation de la Sécu !

Les directions syndicales doivent se retirer du « dialogue social ». La mobilisation unitaire de tous ceux - syndicats, associations, partis - qui veulent s'opposer à cette offensive d'ampleur est la seule solution permettant d'imposer le retrait du « pacte de confiance ».

Pour contacter le NPA santé écrire à :
npa-sante-secu-social@orange.fr
npa2009.org
<http://sante-secu-social.npa2009.org/>

Psychiatrie de Caen (14): L'austérité c'est toujours non!

Le directeur de l'établissement public de santé mentale de Caen (EPSM) et de l'Agence régionale de santé (ARS) s'entêtent. Ils n'avaient pu imposer en juin leur plan d'austérité budgétaire: fermeture ou restructurations de services, suppression de jours de RTT et de la demi-heure de temps de repas, déqualification de postes...

À l'époque, personnel hospitalier, médecins, et encadrement s'étaient mobilisés. Les admissions avaient été bloquées, et la colère s'était exprimée avec vigueur, obligeant la direction à retirer son projet.

A quelques jours de la fin de l'année, la direction et l'ARS ont voulu «repasser le plat», en présentant le même plan devant les instances de l'établissement. Mais à cet acharnement s'est opposée la même détermination des salariéEs: nouvelle mobilisation massive, nouveau blocage des admissions. Le directeur n'a alors pas hésité à faire appel à la force: le jeudi 19 décembre, la police est intervenue avec brutalité pour déloger les grévistes.

PrêtEs pour la bagarre!

Mal lui en a pris: le directeur s'est une nouvelle fois trouvé totalement isolé, avec contre lui médecins et personnel. Le plan n'a donc pu être adopté avant la fin de l'année... Tout est donc à recommencer pour la direction. Après ce nouveau succès, le personnel, avec les syndicats CGT et SUD, a suspendu son action. Mais ayant une nouvelle fois pris conscience de sa force, il attend de pied ferme toute nouvelle tentative en 2014.

Après l'hôpital Tenon à Paris, le gouvernement semble de plus en plus adepte des interventions policières musclées dans les établissements hospitaliers pour imposer sa politique d'austérité dans la santé. La nouvelle victoire que viennent de remporter les hospitaliers de Caen montre la voie, vers la nécessaire coordination des luttes pour mettre en échec la casse de l'hôpital public.



Femmes d'Espagne, de France et d'ailleurs, unies dans le même combat!

Le 20 décembre 2013, le gouvernement espagnol Rajoy a présenté à son parlement un projet de loi qui a pour objectif d'interdire le droit à l'avortement. En raison de strictes limitations à ce droit, il sera pratiquement impossible d'avorter en Espagne, même dans le cas d'une malformation grave du fœtu.

Cette attaque du gouvernement espagnol s'inscrit dans l'offensive européenne des opposants aux droits des femmes comme l'a illustré en décembre 2013 le rejet du rapport Estrela par le Parlement européen. Ce rapport proposait que l'avortement soit de la compétence de l'union européenne encourageant ainsi tous les états membres à l'autoriser. Il contenait des recommandations sur la santé et les droits reproductifs, l'accès aux contraceptifs et à l'avortement, la procréation médicalement assistée, l'éducation sexuelle et la liberté de conscience.

Le combat des femmes espagnoles pour le droit à l'avortement est le même que nous celui que nous avons engagé et que nous continuons à mener ici. Car si le droit à l'avortement est bien inscrit dans la loi française, la concrétisation de ce droit dans des centres d'Interruption volontaire de grossesses suffisant nombreux et permettant un accueil et des soins de qualité, n'est toujours pas assurée de manière satisfaisante.

Un collectif d'associations féministes, de syndicats et de partis politiques appelle une manifestation nationale le 1er février à Madrid pour préserver le droit à l'IVG gagné de haute lutte et pour que partout en Europe toutes les femmes puissent disposer librement de leur corps sans contrainte étatique et religieuse.

Manifestons aussi à Paris le 1er février à 14 H Place Joffre (Métro école militaire) à l'appel de nombreuses organisations

Non à l'ordre moral et religieux qui veut gérer nos vies,

Oui à nos droits, tous nos droits et la liberté de choix d'avoir un enfant ou non.